

L'expérience de la wilayat al-faqih et ses implications pour une démocratie d'inspiration religieuse

✉ Hossein Karbalaei Asl¹ et Mudjtaba Najafi²

Résumé

Le présent article examine l'expérience de la wilayat al-faqih (gouvernance du jurisconsulte) dans la mise en œuvre de la démocratie religieuse au sein du système de la République islamique d'Iran. La démocratie religieuse, conçue comme un modèle distinct de la démocratie libérale occidentale, repose sur une synthèse entre principes religieux et valeurs populaires. Dans ce cadre, la théorie de la wilayat al-faqih, fondement de la souveraineté dans la République islamique, joue un rôle central dans la conceptualisation et l'application de cette forme de gouvernance. L'article devant vous met l'accent sur le rôle du leadership exercé par le Guide suprême, en analysant les fondements théoriques et historiques de cette gouvernance, les mécanismes constitutionnels de sa réalisation, ainsi que son fonctionnement dans divers

1. Etudiant en doctorat, études de la pensée islamique contemporaine, Université internationale Al-Mustafa, Qom, Iran. karbalaei@miu.ac.ir

2. Professeur et Chercheur à l'Université internationale Al-Mustafa et au Séminaire scientifique de Qom (Iran). M_najafi@miu.ac.ir

domaines tels que la participation politique, la justice sociale et l'indépendance nationale. À partir d'une évaluation critique des expériences accumulées au cours des dernières décennies, les forces de ce modèle — telles que le renforcement de la convergence entre religion et société ou la capacité à instaurer stabilité et unité nationales — sont discutées, et des pistes d'amélioration sont proposées afin d'optimiser son efficacité.

Mots-clés : Wilayat al-faqih, démocratie religieuse, Constitution, participation politique, justice sociale.

Introduction

La démocratie religieuse en République islamique d'Iran constitue l'une des formes les plus récentes et les plus singulières de gouvernance apparues à l'époque contemporaine. Fondée non seulement sur des principes religieux, elle cherche également à mobiliser le potentiel des enseignements islamiques afin d'élaborer un système politique cohérent avec les fondements intellectuels et culturels de l'islam. Cette structure étatique repose sur la théorie de la wilayat al-faqih (gouvernance du jurisconsulte), érigée en principe fondamental du régime islamique par l'Imam Khomeiny. La théorie de la wilayat al-faqih se présente comme une conception de la politique islamique dans laquelle le wali faqih assume la responsabilité de sauvegarder les intérêts de l'islam et des musulmans, exerçant un rôle à la fois de supervision et d'exécution dans toutes les grandes affaires du pays (Khomeiny, 1989 : p. 45). L'un des traits les plus marquants de cette théorie réside dans la coexistence du principe de wilayat al-faqih avec la démocratie. Selon cette conception, les fondements de la légitimité politique et gouvernementale ne procèdent pas uniquement du juriste-théologien, mais sont également établis — de manière indirecte — par la volonté populaire à travers l'élection des responsables étatiques. Ainsi, la République islamique d'Iran s'efforce d'intégrer harmonieusement les principes islamiques dans une structure démocratique. Dans ce système, les citoyens jouent un rôle direct dans la formation des gouvernements, les processus électoraux et les prises de décision à l'échelle nationale. Toutefois, le wali faqih, en sa qualité de représentant légitime de l'autorité religieuse, demeure le garant de l'authenticité et de la pérennité des principes et des idéaux religieux (Misbah Yazdi, 2009 : p. 67).

La wilayat al-faqih, dans son sens correct de wilayat mutlaqah (autorité absolue du jurisconsulte), doit être comprise dans le cadre des lois divines, qu'elles soient premières (*furū'*), secondaires ou gouvernementales. Dans ce modèle d'autorité absolue, le faqih, bien qu'occupant la plus haute fonction politique, est juridiquement égal aux autres citoyens devant la loi. Il ne bénéficie d'aucun privilège personnel, ni d'une supériorité innée ou d'une immunité particulière en matière de

responsabilité juridique, pénale ou politique. Cependant, cette position lui confère des prérogatives spécifiques qui lui permettent de gouverner et d'orienter la société vers sa finalité spirituelle et matérielle. Ce point s'ancre dans une conviction partagée par l'ensemble des écoles islamiques : Dieu, en tant que Créateur et Souverain absolu, est l'unique détenteur du droit de souveraineté sur les êtres humains, et l'unique source légitime de l'autorité politique. Certains confondent la notion de *wilayat mutlaqah al-faqih* avec celle de « pouvoir absolu » au sens profane et politique, tel qu'il est étudié dans les théories classiques de la souveraineté. Or, cette comparaison est erronée : le pouvoir absolu dans les sciences politiques désigne une autorité sans limite, non tenue par aucune norme ou règle supérieure. En revanche, l'exercice de la *wilayat al-faqih* est soumis à des principes bien définis, et le faqih est tenu d'en respecter les cadres normatifs dans l'exercice de son autorité.

La réalisation d'une démocratie religieuse au sein de ce modèle de gouvernance comporte ses propres défis. Dans le système de la République islamique, la supervision exercée par le *wali faqih* sur les processus exécutifs et les décisions stratégiques s'accompagne de préoccupations et d'interrogations relatives à l'interprétation du concept de démocratie ainsi qu'à ses éventuelles limites. Plus précisément, des inquiétudes ont été soulevées parmi les experts et penseurs quant à la délimitation claire entre l'autorité religieuse (fondée sur le *fiqh*) et les mécanismes démocratiques. Certains détracteurs soutiennent que dans ce modèle, la prédominance du faqih et la concentration des centres de décision entre ses mains pourraient engendrer des restrictions aux libertés civiles, voire favoriser une mainmise du pouvoir religieux sur les institutions politiques, en contradiction avec les principes démocratiques (Hâiri Yazdi, 1981 : p. 92). D'un autre côté, ce système de gouvernance a également enregistré des réussites notables dans l'application des principes religieux au sein des structures sociales et économiques. Parmi ces acquis, on peut citer l'instauration d'une justice sociale, la consolidation de l'indépendance politique, ainsi que le renforcement de l'identité islamique tant sur le plan national qu'international. Par conséquent, l'analyse de cette expérience ne saurait se limiter aux

seules critiques ; elle doit aussi intégrer une évaluation rigoureuse de ses réalisations et de ses succès.

L'objectif principal de cet article est d'analyser l'expérience concrète de la wilayat al-faqih dans la réalisation de la démocratie religieuse au sein de la République islamique d'Iran. À cette fin, l'étude débutera par une analyse et une explication des fondements théoriques et juridiques de la wilayat al-faqih, ainsi que de sa relation avec le principe de démocratie religieuse. Ensuite, les expériences historiques et les fonctions exercées dans les sphères politique intérieure et internationale seront examinées. Enfin, des propositions visant à améliorer et renforcer ce modèle seront formulées. Cette recherche s'articulera autour de questions clés telles que la manière de réguler la relation entre démocratie religieuse et wilayat al-faqih, ses effets sur les processus de décision politique et la participation citoyenne, ainsi que les défis rencontrés dans la mise en œuvre de la justice sociale. Les conclusions de cette étude pourront constituer une contribution significative à une compréhension plus fine et réaliste des diverses dimensions de l'expérience de la wilayat al-faqih dans la République islamique d'Iran.

A. Fondements théoriques de la démocratie religieuse et de la wilayat al-faqih

1. Le concept de démocratie religieuse

La démocratie repose sur la conviction indéniable du droit du peuple à décider de son propre sort, ainsi que sur l'engagement envers l'égalité intrinsèque et fondamentale de l'ensemble des citoyens. Du point de vue méthodologique et organisationnel du gouvernement, la démocratie se définit comme un ensemble de dispositifs structurés visant à l'adoption de décisions politiques, dans lequel les individus accèdent au pouvoir et aux postes de décision à travers des élections compétitives basées sur le suffrage populaire. Un système politique est qualifié de démocratique lorsque les détenteurs du pouvoir sont choisis par le peuple, lequel dispose du droit de vote libre et participe à des scrutins libres et concurrentiels. La démocratie, ou « gouvernement du peuple », est un type de régime politique

caractérisé par la reconnaissance officielle du principe de soumission de la minorité à la majorité, ainsi que par la reconnaissance des libertés et des droits égaux des membres de la société. Ce régime se fonde sur le principe selon lequel le pouvoir émane de la nation elle-même.

La « démocratie religieuse » constitue un modèle spécifique de gouvernance qui a émergé dans le contexte de la République islamique d'Iran. Ce concept est une synthèse entre, d'une part, les principes de la démocratie — entendue comme participation populaire — et, d'autre part, les principes religieux, considérés comme le cadre divin régissant la conduite du pouvoir (Jawadi Amoli, 2011 : p. 41). Contrairement aux démocraties séculières, où la légitimité politique repose exclusivement sur la volonté du peuple, la démocratie religieuse combine la légitimité issue du suffrage populaire avec celle fondée sur la Shari'a islamique (Ghaffari & Azad, 2022 : p. 84). L'Imam Khomeiny insistait sur le fait que le gouvernement devait être au service des objectifs spirituels et de la justice sociale. Selon lui, un État islamique ne prend tout son sens qu'à travers la participation du peuple, combinée au respect des prescriptions religieuses de l'islam (Misbah Yazdi, 2003 : p. 52). Des principes tels que la shurā (la consultation) et l'allégeance, largement soulignés dans les sources islamiques, confèrent une légitimité religieuse à la participation populaire dans le cadre d'un gouvernement islamique (Atai, 2020 : p. 70).

2. Les fondements théoriques de la wilayat al-faqih

La wilayat al-faqih constitue le concept doctrinal central de la démocratie religieuse, tel qu'il a été formulé par l'Imam Khomeiny et institutionnalisé dans la Constitution de la République islamique d'Iran. Cette théorie affirme qu'un faqih juste, éclairé et pieux assume, au nom de la Shari'a divine, la responsabilité de guider la société (Motahhari, 1996 : p. 45). Sur le plan théorique, la wilayat al-faqih occupe une place fondamentale dans l'articulation entre la légitimité divine et la participation populaire. En établissant un équilibre entre les valeurs islamiques et la volonté du peuple, elle a su proposer un modèle de gouvernance jugé efficace pour la gestion d'une société

islamique (Jahanipur, 2021 : p. 48). Comme l'exprime l'ayatollah Jawadi Amoli, « le wali faqih est l'incarnation de l'identité à la fois divine et sociale du système islamique, et il oriente la société de la manière la plus appropriée vers ses finalités religieuses » (Jawadi Amoli, 2011 : p. 36).

3. L'articulation entre la wilayat al-faqih et la participation politique

Le système de démocratie religieuse repose sur l'interaction entre la wilayat al-faqih et la participation populaire, soulignant ainsi la double dimension — divine et humaine — du gouvernement. Les élections représentent l'une des expressions les plus manifestes de cette interaction. Depuis la Révolution islamique, plusieurs institutions telles que l'Assemblée consultative islamique (Majlis Shurā-ye islami) et les conseils municipaux et ruraux ont été créées sur la base du suffrage populaire. Parallèlement, le wali faqih, en tant que guide politico-religieux, assume la direction générale du système et veille à la conformité de sa gouvernance avec les principes de l'islam (Misbah Yazdi, 2013 : p. 72). Cette coordination a joué un rôle irremplaçable dans le maintien de la cohésion sociale et la direction nationale durant les périodes de crise, telles que la guerre imposée ou les sanctions économiques (Souleymani, 2023 : p. 96). Ainsi, le wali faqih a agi comme le pivot de l'unité nationale, assurant un équilibre constant entre la participation populaire et le respect des principes de la Shari'a (Sâi, 2023 : p. 75).

4. L'articulation entre les concepts traditionnels islamiques et la démocratie moderne

L'une des interrogations majeures soulevées autour de la théorie de la wilayat al-faqih concerne sa compatibilité avec les principes de la démocratie moderne. Pour de nombreux chercheurs, des notions islamiques telles que la justice, la consultation et l'allégeance peuvent servir de fondements à une participation politique conforme aux normes contemporaines. À ce propos, Ashtiyani estime que « le modèle de la wilayat al-faqih a su intégrer les principes modernes de participation populaire dans le système axiologique de l'islam » (Ashtiyani, 2019 : p. 160). La wilayat al-faqih repose, d'une part, sur des principes

divins immuables et, d'autre part, permet une adaptation aux conditions de l'époque (Jahanipur, 2021 : p. 54). Ces caractéristiques font du modèle de démocratie religieuse une alternative crédible face aux systèmes politiques existants.

B. Le rôle de la wilayat al-faqih dans l'instauration de la démocratie religieuse après la Révolution islamique

1. Le rôle de l'Imam Khomeiny dans la fondation des institutions démocratiques

En introduisant le concept de démocratie religieuse et en établissant la République islamique, l'Imam Khomeiny a jeté les bases d'un nouveau cadre de gouvernance religieuse fondé sur la participation active du peuple. La création d'institutions démocratiques telles que l'Assemblée consultative islamique (Majlis Shūra-ye islami), l'Assemblée des experts (Majlis Khobregan-e Rahbari) ou encore les conseils municipaux et ruraux constitue la concrétisation pratique de sa pensée, cherchant à concilier enseignements islamiques et implication populaire dans les affaires publiques. L'Imam Khomeiny a joué un rôle central dans la rédaction de la Constitution, où il a introduit des notions telles que le suffrage populaire et les élections comme piliers de la légitimité du pouvoir, aux côtés de la légitimité divine. Dans ses discours historiques, il a souligné à maintes reprises que « la voix du peuple est le critère », une formule emblématique de son attachement profond à la place du peuple dans le système islamique (Motahhari, 1996 : p. 44). C'est ainsi que l'élection directe du président de la République et des députés du Parlement a marqué l'une des transformations fondamentales du système de la République islamique.

2. L'ancrage des valeurs religieuses dans les mécanismes politiques

L'un des traits saillants du principe de wilayat al-faqih réside dans sa capacité à combiner les valeurs divines avec les mécanismes participatifs modernes. Au fil des années ayant suivi la Révolution islamique, la République islamique, sous la direction de l'Imam Khomeiny, a réussi à redéfinir les institutions étatiques et civiles sur la base des principes

islamiques. Le pouvoir judiciaire, garant de la justice sociale et culturelle, a été structuré selon la Shari'a islamique, tandis que les conseils islamiques locaux ont permis une large participation des citoyens aux processus décisionnels à l'échelle locale (Ataei, 2020 : p. 65).

Par ailleurs, dans le cadre de la wilayat al-faqih, un dispositif de supervision a été instauré afin de prévenir toute déviation des gouvernements par rapport aux valeurs islamiques. Outre sa fonction de validation de la légitimité des gouvernements, le wali faqih exerce une direction spirituelle, orientant les dirigeants vers la satisfaction des intérêts du peuple et la préservation des principes divins. Ce mécanisme a permis à la démocratie religieuse de se prémunir contre certains écueils typiques des régimes séculiers, tels que la séparation entre éthique et gouvernance, ou l'éloignement des repères religieux (Jahanipur, 2021 : p. 55).

3. Wilayat al-faqih et cohésion nationale

Après la Révolution islamique, la wilayat al-faqih, en tant qu'institution directrice de la société, a joué un rôle central dans la consolidation de la cohésion nationale et l'unification culturelle entre les différentes ethnies, classes sociales et groupes politiques. Contrairement à de nombreux systèmes séculiers, la République islamique a proposé un modèle indigène de démocratie fondé sur la culture islamique. Ce modèle reconnaît à la fois les valeurs religieuses et les droits du peuple, tout en intégrant activement les institutions populaires telles que les conseils, les partis politiques et les organisations non gouvernementales dans le processus de gestion des affaires publiques (Ghaffari & Azad, 2022 : p. 95).

4. Les réalisations de la wilayat al-faqih sous l'Imam Khomeiny

Sous la direction de l'Imam Khomeiny, plusieurs éléments fondamentaux de la démocratie religieuse ont été concrètement réalisés :

Des élections inclusives et compétitives

Des élections présidentielles, législatives et municipales ont

été organisées avec une large participation populaire, garantissant l'expression effective de la volonté nationale dans la définition de l'avenir politique du pays (Sai, 2023 : p. 78).

La mobilisation populaire durant la guerre imposée

Grâce à l'appui de la wilayat al-faqih et à l'engagement massif du peuple, le régime islamique a pu préserver l'indépendance du pays durant la guerre de huit ans et renforcer son identité nationale face aux agressions extérieures.

Justice sociale

L'Imam Khomeiny portait une attention particulière aux couches défavorisées et aux opprimés. Sous sa direction, plusieurs institutions majeures ont été créées pour répondre aux besoins économiques et culturels de ces populations, telles que la Fondation du logement (Bonyad-e Maskan), le Jihad-e Sazandegi (Jihad de la reconstruction) et le Comité de secours Imam Khomeiny. Ces initiatives visaient à instaurer une justice sociale durable dans les zones urbaines comme rurales (Souleymani, 2023 : p. 102).

C. Le leadership de l'Ayatollah Khamenei après l'Imam Khomeiny

À la suite du décès de l'Imam Khomeiny, l'Ayatollah Sayyed Ali Khamenei a assumé la direction de la République islamique d'Iran, poursuivant la voie tracée par son prédécesseur dans le renforcement des principes de la démocratie religieuse. Durant cette période, le régime islamique a été confronté à de nombreux défis, notamment les sanctions économiques, les troubles internes et les pressions internationales. La direction clairvoyante de l'Ayatollah Khamenei a non seulement permis de surmonter ces épreuves, mais aussi de maintenir la cohésion nationale en consolidant la participation populaire.

L'une des caractéristiques marquantes de son leadership a été l'insistance sur une participation populaire maximale lors des élections. Les scrutins organisés sous son autorité ont enregistré des taux de participation élevés, symbolisant la vitalité de la démocratie religieuse. Par ailleurs, à travers son orientation idéologique et stratégique, l'Ayatollah Khamenei a veillé à

prévenir toute dérive au sein du système politique, tout en réaffirmant la centralité des valeurs religieuses dans la gouvernance nationale.

La gestion des crises dans le cadre de la wilayat al-faqih

Au cours des dernières décennies, la wilayat al-faqih a fonctionné comme une institution stabilisatrice et unificatrice du système politique iranien. En particulier durant les périodes de crises sociales et économiques, la direction du wali faqih a permis d'orienter la République islamique vers une trajectoire durable. La gestion de la guerre imposée, la résilience face aux sanctions internationales, ainsi que la réponse aux menaces internes, témoignent de l'efficacité structurelle de la wilayat al-faqih dans la préservation des fondements de la démocratie religieuse et dans le renforcement du lien entre l'État et la nation (Sai, 2023 : p. 85).

D. Les indicateurs de réalisation de la démocratie religieuse dans le système de la wilayat al-faqih

1. La participation massive aux élections

L'un des indicateurs fondamentaux de la mise en œuvre de la démocratie religieuse dans le système de la République islamique d'Iran est la participation populaire aux élections. Depuis le début de la Révolution islamique, l'engagement politique du peuple est considéré comme un pilier central du régime. La Révolution islamique d'Iran, fondée sur les slogans « gouvernement islamique » et « wilayat al-faqih », visait à renverser le régime monarchique pour instaurer un nouveau modèle de gouvernance dans lequel le peuple jouerait un rôle actif. Conformément aux théories de l'Imam Khomeiny, le peuple ne devait pas seulement intervenir par le vote, mais aussi participer de manière concrète au fonctionnement des institutions publiques et à la gestion des affaires du pays (Khomeiny, 1989 : p. 48).

Dans le système de la République islamique d'Iran, les élections présidentielles, législatives et municipales comptent parmi les processus majeurs auxquels le peuple participe activement. Ces élections se déroulent conformément aux principes de la wilayat al-faqih, qui insistent à la fois sur la

légitimité populaire et la légitimité religieuse. La participation active des citoyens aux élections, même en période de crise et sous pression extérieure, témoigne de la concrétisation de la démocratie religieuse en Iran. Selon les rapports officiels, la mobilisation électorale dans les scrutins post-révolutionnaires — qu'il s'agisse des élections présidentielles, parlementaires ou locales — a généralement été élevée.

Dans ce processus, le rôle du wali faqih en tant que guide et soutien du peuple pour la réalisation d'une participation générale est crucial. Le wali faqih rappelle constamment à la population que leur participation doit viser le renforcement des idéaux islamiques, et non se limiter à des intérêts personnels ou partisans. Ainsi, le wali faqih joue un rôle déterminant dans la promotion d'une culture de participation civique, garantissant l'engagement populaire par son soutien aux institutions élues telles que le Parlement et les conseils municipaux.

2. Justice sociale

Le concept de justice sociale constitue un autre indicateur essentiel de la réalisation de la démocratie religieuse dans la République islamique d'Iran. Selon les enseignements islamiques et l'insistance de l'Imam Khomeiny (1989 : p. 64), le régime islamique a le devoir d'accorder une attention particulière à la justice sociale et d'utiliser les ressources disponibles pour lutter contre la pauvreté ainsi que les privations économiques, culturelles et sociales.

Conformément aux politiques mises en œuvre par la République islamique, la supervision exercée par le wali faqih sur l'application de la justice à tous les niveaux de la société est impérative. En effet, outre son rôle de contrôle des affaires exécutives du pays, le wali faqih soutient activement de nombreuses décisions et politiques économiques et sociales visant particulièrement à assister les groupes vulnérables.

Parmi les réalisations majeures du régime en matière de justice sociale figurent des programmes de développement ciblés principalement sur la réduction des inégalités, l'aide aux démunis et le renforcement des structures économiques des régions défavorisées. À cet effet, des budgets publics conséquents

ont été alloués à divers projets portant sur la création d'emplois, l'éducation et la santé dans les zones les plus pauvres.

Une caractéristique distinctive du système de la République islamique en matière de justice sociale est son effort pour réaliser la justice non seulement sur le plan économique, mais également dans d'autres domaines tels que la répartition équitable des opportunités et des ressources. Selon la doctrine du wali faqih, la justice sociale englobe l'égalité juridique, économique, politique et sociale de toutes les couches de la population, garantissant l'absence de toute forme de discrimination (Hoseinzadeh, 2010 : p. 20).

3. Guidance divine et populaire

L'un des aspects les plus remarquables de la démocratie religieuse en République islamique d'Iran est l'interaction entre la dimension divine et la dynamique démocratique. Comme indiqué dans le préambule de la Constitution de la République islamique d'Iran, « le gouvernement islamique est un système issu de la Shari'a islamique, et toutes ses décisions et actions doivent être fondées sur les lois de l'islam » (Constitution de la République islamique d'Iran, 1979, article 1). Cela illustre l'équilibre recherché entre les principes religieux et les processus démocratiques dans ce régime.

Le rôle du wali faqih en tant que guide divin orientant le peuple vers la réalisation des principes islamiques en société et en politique est indispensable. En plus de sa fonction religieuse, le wali faqih est considéré comme le gardien de l'intérêt général et le décideur ultime dans les questions cruciales du pays. Cette guidance divine vise à instaurer l'unité nationale et sociale dans le cadre de la démocratie religieuse. En pratique, le wali faqih, en insistant sur le mérite et la compétence, notamment dans la désignation des responsables, soutient la mise en œuvre des valeurs islamiques et éthiques au sein des institutions gouvernementales.

E. Le rôle du wali faqih dans la gestion des défis et des crises

Après la victoire de la Révolution islamique d'Iran, la République islamique a été confrontée à de nombreux défis et crises, tant internes qu'externes, nécessitant des stratégies de gestion efficaces et déterminées. En tant que leader à la fois

intellectuel et politique, le wali faqih a su, en s'appuyant sur les principes islamiques et la sagesse juridique (fiqh), non seulement reconstruire les structures internes du pays, mais aussi protéger les intérêts nationaux face aux pressions extérieures.

Cette section examine le rôle du wali faqih dans la gestion de ces défis, en mettant particulièrement l'accent sur deux crises majeures : les sanctions économiques internationales et la guerre imposée (1980-1988).

1. Gestion des sanctions et soutien au bien-être du peuple

L'un des défis majeurs auxquels la République islamique d'Iran a été confrontée après la révolution fut l'imposition de sanctions économiques et politiques, particulièrement orchestrées par les pays occidentaux, en particulier les États-Unis. Le wali faqih a orienté le pays vers des politiques économiques fondées sur les principes islamiques et un accent marqué sur l'autosuffisance. Ainsi, la République islamique a promu la stratégie de « l'économie de résistance ».

L'Imam Khomeiny (1989 : p. 57) insistait sur le fait qu'en période de difficultés, il fallait renoncer à la dépendance aux puissances étrangères et s'appuyer sur les forces internes et les capacités du peuple. Cette approche, mettant un accent particulier sur le développement de l'industrie nationale et la production locale, a permis de protéger, dans une certaine mesure, l'économie iranienne des effets néfastes des sanctions.

Sous la direction du Guide suprême, ces politiques ont été renforcées, et la République islamique a poursuivi sa voie vers une autosuffisance accrue. Il soutient que « la résistance économique et la lutte contre les sanctions nécessitent une solidarité nationale et une gestion jihadiste » (Sayyef, 2012 : p. 103). En appelant le peuple à coopérer pour la mise en œuvre des politiques d'économie résistante, le wali faqih, a réussi à faire avancer les objectifs stratégiques du pays.

2. Gestion de la période de la guerre imposée et consolidation de l'unité nationale

L'un des plus grands défis auxquels la République islamique d'Iran a été confrontée dans les premières années qui ont suivi la

révolution fut la guerre imposée par l'Irak. Durant cette période, le wali faqih a su, par une direction avisée, non seulement défendre le pays contre une agression étrangère, mais aussi préserver l'unité nationale face à cette menace majeure.

Dès le début du conflit, l'Imam Khomeiny a souligné la nécessité d'unité et de solidarité entre tous les Iraniens, en formulant la directive stratégique : « Ni guerre, ni capitulation ». Dans cet esprit, il ordonna la mobilisation de toutes les ressources du pays – institutions gouvernementales, forces armées, et soutien populaire – pour organiser une résistance globale à l'agression.

Le rôle du wali faqih dans la mobilisation générale et l'orientation du peuple vers la défense du pays constitue l'une des manifestations les plus marquantes de l'impact de la wilayat al-faqih dans la gestion des crises. Même en temps de guerre, le wali faqih recourait à divers moyens médiatiques et culturels afin de maintenir la conscience populaire, et d'unifier la société autour des objectifs islamiques et nationaux (Yazdi, 2009 : p. 79).

3. Insistance sur les principes d'indépendance et de participation populaire face aux pressions internationales

Face aux différentes crises, le wali faqih a toujours affirmé les principes d'indépendance politique et économique de la République islamique. Ces principes ont été non seulement centraux dans la gestion des crises internes, mais également au cœur de la politique étrangère du pays.

Face aux pressions internationales et aux menaces extérieures, la direction de la République islamique a su maintenir une position ferme en rejetant toute forme de compromis avec les puissances étrangères, en insistant sur une politique anti-hégémonique et indépendante. Durant ces périodes critiques, le wali faqih a exhorté la population à l'unité et à la fidélité aux principes fondateurs du régime, transformant ainsi des moments de crise en opportunités pour renforcer la résilience intérieure du pays.

En définitive, la direction exercée par le wali faqih et les politiques qui en découlent ont permis non seulement de gérer les crises de manière efficace, mais aussi de renforcer le

sentiment d'unité et de cohésion parmi le peuple iranien face aux menaces tant internes qu'externes.

F. Comparaison de l'expérience de la République islamique d'Iran avec d'autres systèmes

Comparaison avec les démocraties occidentales

La première et principale distinction entre la République islamique d'Iran et les démocraties occidentales réside clairement dans la source de légitimité du pouvoir. Les régimes démocratiques occidentaux, généralement fondés sur des valeurs séculières, insistent sur le contrôle populaire et la nature démocratique des processus de gouvernance. Ces systèmes mettent principalement l'accent sur les droits individuels et les libertés publiques (Rahmani, 2020). En revanche, en République islamique d'Iran, la légitimité du pouvoir repose à la fois sur le suffrage populaire et sur le principe de wilayat al-faqih, lequel est fondé sur les principes religieux et spirituels de l'islam, et qui assure l'orientation de la société dans une perspective islamique. Cette caractéristique devient particulièrement saillante en période de crise politique ou sociale, lorsque le wali faqih assume la responsabilité de guider la communauté selon les préceptes islamiques (Jawadi Amoli, 2011).

Dans les démocraties occidentales, les institutions gouvernementales sont généralement centrées sur la garantie des droits de l'homme et des libertés individuelles. En revanche, dans la République islamique d'Iran, bien que ces droits soient reconnus, la priorité est accordée aux prescriptions divines et aux normes juridiques de l'islam. Ainsi, les transformations politiques, économiques et sociales sont analysées et orientées à la lumière des critères religieux et juridiques islamiques. Par ailleurs, le wali faqih occupe en Iran une position centrale dans l'ensemble des sphères exécutives, judiciaires et militaires, incarnant l'autorité du wali amr al-muslimin ou tuteur des musulmans. À l'inverse, dans les démocraties occidentales, une telle concentration de pouvoir n'existe pas : les fonctions dirigeantes y sont réparties de manière décentralisée, conformément à la volonté populaire et aux mécanismes de contrôle démocratique.

Comparaison avec d'autres systèmes islamiques Bien que plusieurs pays du monde islamique, tels que l'Arabie saoudite, intègrent également des institutions religieuses dans leur gouvernance, des différences fondamentales les distinguent de la République islamique d'Iran. Tandis que l'Arabie saoudite est gouvernée par une monarchie héréditaire fondée sur des principes précis de la sharia, l'Iran postrévolutionnaire repose sur une structure singulière fondée sur le concept de wilayat al-faqih. Dans ce modèle, le wali faqih détient à la fois une autorité religieuse et exécutive, exerçant une supervision globale sur les affaires de l'État (Aṣefī, 2018 : p. 28). Cette structuration du pouvoir, en contraste avec d'autres systèmes islamiques où les sphères religieuse et politique sont parfois institutionnellement dissociées, confère à l'Iran une capacité particulière de gestion des crises et d'adaptation aux transformations sociales.

Un autre point notable réside dans la capacité de l'État iranien à faire face efficacement aux crises internes et externes. Par exemple, durant la guerre imposée de 1980 à 1988, la République islamique, sous la direction du valī-ye faqīh, a su non seulement préserver son intégrité territoriale, mais également défendre ses intérêts sur la scène internationale. Ainsi, la gestion des crises par le biais du leadership religieux en Iran s'est révélée distincte de celle observée dans d'autres pays islamiques, souvent confrontés à une absence de direction religieuse centralisée, menant à des défis politiques et sociaux accrus. De ce point de vue, la République islamique d'Iran, en réussissant à conjuguer résilience face aux pressions internationales, maintien de l'unité nationale, et encouragement à la participation populaire, apparaît comme un modèle relativement performant comparé à nombre de ses homologues du monde musulman.

G. Stratégies et avenir de la démocratie religieuse sous l'égide du wilayat al-faqih

Stratégies de renforcement de la participation citoyenne

La démocratie religieuse constitue un élément intrinsèque et fondamental de la pensée politique islamique. Elle se définit comme un mode de gouvernance enraciné dans la volonté d'un peuple adhérant à un ordre religieux qui garantit leur liberté, leur

indépendance et leur satisfaction collective, tout en facilitant leur participation politique et la mise en œuvre de la justice sociale. Un tel système vise à faire rayonner l'esprit de la sharia au sein de la vie quotidienne. En ce sens, la démocratie religieuse, par son épistémologie propre, introduit la société dans une sphère culturelle distinctive. L'un des défis majeurs rencontrés par tout système démocratique – et en particulier par la République islamique d'Iran – réside dans la nécessité de promouvoir une participation active, continue et éclairée du peuple dans les processus politiques et sociaux. Pour consolider la démocratie religieuse et assurer son efficacité durable, la première étape consiste à renforcer la transparence au sein des politiques publiques et des institutions de l'État.

Cette transparence doit concerner tant les mécanismes exécutifs et décisionnels que la situation économique générale. À titre d'exemple, une gouvernance fondée sur la clarté dans les affaires économiques et les décisions politiques est en mesure de restaurer la confiance publique et, par conséquent, de stimuler la participation électorale et l'engagement civique dans les institutions nationales. Ce principe a été largement développé par Mohaqiq Damad (2019 : p. 42), qui souligne que la mise en place de processus transparents et responsables est un levier fondamental pour accroître la participation des citoyens au sein du système politique de la République islamique. Le renforcement de la conscience civique constitue également une stratégie essentielle pour la réalisation effective de la démocratie religieuse. L'éducation et la sensibilisation des citoyens aux droits fondamentaux, aux principes juridiques et aux mécanismes de participation électorale revêtent une importance capitale dans ce processus. Une population bien informée est en mesure de jouer un rôle plus significatif dans les processus démocratiques et de contribuer activement à la détermination du destin collectif du pays.

Dans cette perspective, les penseurs de la démocratie religieuse – à l'instar de l'Imam Khomeiny – ont souligné, notamment dans *Le Gouvernement islamique (Wilayat al-Faqih)*, la nécessité d'une conscientisation continue des masses à travers des institutions éducatives et les médias de masse

(Khomeiny, 1989 : p. 24). Cette orientation vise à doter la société des outils intellectuels et spirituels indispensables à une participation éclairée et conforme aux principes de l'islam.

H. Interaction entre les institutions populaires et le Guide suprême

L'un des leviers essentiels pour le renforcement de la démocratie religieuse réside dans l'intensification des relations et des mécanismes d'interaction entre les institutions populaires et l'autorité du Guide suprême. Ces institutions, tout en opérant sous la supervision du Wali Faqīh, doivent jouer un rôle actif dans la formulation des décisions politiques en répondant de manière pragmatique aux besoins multiples de la société.

Dans cette optique, des structures telles que les conseils municipaux, les associations civiles et les groupes communautaires indépendants doivent pouvoir intervenir efficacement afin de consolider les processus démocratiques au sein du système islamique. Le Grand Ayatollah Jawadi Amoli, dans son ouvrage Wilayat al-Faqih, Wilāyat al-Faqāhat wa al-Adāla (Jawadi Amoli, 2011 : p. 184), insiste précisément sur cette synergie entre le Wali al-Faqih et les institutions populaires, y voyant un vecteur stratégique pour l'élargissement de la participation sociale et la vitalisation du tissu politique national.

Renforcement de la confiance publique

La confiance publique constitue un pilier fondamental pour la pérennisation et le développement de la démocratie religieuse. Afin de renforcer cette confiance, il est impératif que la République islamique d'Iran accorde une attention particulière à des principes tels que la justice sociale, la lutte contre la corruption et la réduction des inégalités socio-économiques. Les institutions judiciaires et exécutives doivent jouer un rôle actif dans l'instauration de la justice et la fourniture de services équitables aux couches vulnérables de la population. Ce processus doit se dérouler sous la supervision du Wali Faqīh, garantissant ainsi que nul segment de la société ne soit privé de soutien juridique et institutionnel.

Dans cette perspective, les penseurs du gouvernement islamique, à l'instar de l'Ayatollah Motahhari, ont souligné la

nécessité d'un système judiciaire impartial et responsable comme condition préalable à l'établissement d'une confiance durable entre l'État et les citoyens (Motahhari, 1996 : p. 52). Par ailleurs, selon Panahiyan, 2020 : p. 110), la confiance publique est renforcée par la création d'un environnement de gouvernance équitable, ce qui entraîne une satisfaction accrue de la population et, en conséquence, une participation plus active dans les processus démocratiques.

Conclusion

La doctrine de la Wilayat al-Faqih a permis à la République islamique d'Iran de réaliser, de manière efficace, les principes de la démocratie religieuse en s'appuyant sur les fondements juridiques islamiques et les sources du droit musulman. Ce modèle politique, formulé par l'Imam Khomeiny (que Dieu le bénisse) et institutionnalisé dans la Constitution de la République islamique d'Iran, représente une synthèse entre la légitimité religieuse et la participation populaire dans les processus politiques et sociaux.

La Wilayat al-Faqih n'a pas seulement pour vocation la préservation de l'identité religieuse de la société ; elle joue également un rôle fondamental dans le renforcement des mécanismes démocratiques. Contrairement aux démocraties séculières, ce système puise sa légitimité dans la souveraineté divine, constituant ainsi le socle de l'ordre et de la justice au sein de la société.

La démocratie religieuse en Iran, sous la direction du wali faqih, a su s'appuyer sur un cadre juridique islamique pour promouvoir la participation populaire au sein de la structure gouvernementale, en particulier à travers des processus de supervision et d'orientation à la fois opportuns et démocratiques au sein de la société. La Wilayat al-faqih, en tant qu'autorité à la fois religieuse et exécutive, a joué un rôle central depuis les premiers jours de la victoire de la Révolution islamique. Soutenu par des institutions politiques, sociales et économiques, ce système a cherché à canaliser la participation collective vers la réalisation des objectifs de la démocratie religieuse.

L'analyse de l'expérience pratique de la République islamique révèle que l'Iran, dans des contextes de gestion de crises, de guerre imposée et de sanctions économiques, a réussi, sous la conduite de wali faqih, à défendre les principes de sa démocratie religieuse tout en orientant le pays vers la concrétisation des idéaux islamiques. Sous le leadership de l'Imam Khomeiny (ra) et de l'Autorité suprême actuelle, parallèlement à l'organisation de diverses élections, l'accent a été mis sur la nécessité de développer une culture de participation citoyenne au sein de la société. Ce mouvement a visé à renforcer la cohésion populaire et

à harmoniser les aspirations diverses de la société sous une stratégie religieuse unifiée.

En tant que paradigme de gouvernance, la wilayat al-faqih, démontre que l'équilibre entre les principes religieux et démocratiques a été réalisé de manière optimale au sein du système de la République islamique d'Iran. Pour renforcer et pérenniser ce modèle, il est impératif de mettre davantage l'accent sur la promotion de la transparence, la responsabilité des institutions politiques et une participation publique accrue et mieux intégrée. La sensibilisation, l'orientation idéologique des institutions et une implication effective dans divers domaines de la gouvernance constituent des stratégies clés susceptibles de contribuer à la consolidation de ce système.

Bibliographie

- * Constitution de la République islamique d'Iran. (1979).
1. Âsefi, H. (2018). *Modiriyat-e Bohrân dar Nezâm-hâ-ye Eslâmi: Naqd va Barresi bâ Ta'kid bar Tajrobeh-e Jomhuri-ye Eslâmi-ye Irân*. Majalle-ye Siâsat-gozâri-ye Omumi, 9(1), 28-41.
 2. Âshtiyâni, Seyyed Mohammad. (2019). *Tatbiq-e Nezâm-e Velâyat-e Faqih bâ Democrâsi-ye Modern*. Majalle-ye Andishe-ye Mo'âser-e Eslâmi, 24(2) : 155-170.
 3. Atâei, Majid. (2020). *Peyvand-e Shar'at-e Eslâmi bâ Mashârekat-e Siâsi*. *Faslnâme-ye Andishe-ye Dini-ye Mo'âser*, 15(2) : 63-78.
 4. Ghaffâri, Hasan & Âzâd, Leylâ. (2022). *Barresi-ye Mabâni-ye Mashru'iyat dar Mardom-sâlâri-ye Dini*. Majalle-ye Pazhuheshhâ-ye Eslâmi, 20(4) : 80-95.
 5. Hairi Yazdi, Mortezâ. (1981). *Hokumat-e Eslâmi*. Qom : Daftar-e Tabligât-e Eslâmi.
 6. Hoseynzâde, Mohammad-Rezâ. (2010). *Naqd-e Mabâni-ye Nazari-ye Mardom-sâlâri-ye Dini dar Andishe-ye Hazrat-e Emâm Khomeyni va Maqâm-e Mo'azzam-e Rahbari*. Majalle-ye Andishe-ye Eslâmi, Shomâre 8.
 7. Jahânipur, Ahmad. (2021). *Naqsh-e Velâyat-e Faqih dar Tathbit-e Mardom-sâlâri dar Irân*. *Faslnâme-ye Pazhuheshhâ-ye Siâsi*, 30(1) : 53-60.
 8. Jawadi Amoli, Abdullâh. (2011). *Mabâni-ye Falsafe-ye Eslâmi*. Qom: Bustân-e Ketâb.
 9. Misbah Yazdi, Mohammad-Taqi. (2003). *Roshd va Tahavvol-e Ma'refat-e Dini*. Téhéran : Mo'assesse-ye Âmuzeshi va Pazhuheshi-ye Emâm Khomeyni.
 10. Misbah Yazdi, Mohammad-Taqi. (2009). *Hokumat-e Eslâmi va Velâyat-e Faqih*. Qom : Mo'assesse-ye Âmuzeshi-ye Emâm Khomeyni.
 11. Misbah Yazdi, Mohammad-Taqi. (2013). *Falsafe-ye Akhlâq-e Eslâmi*. Téhéran : Enteshârât-e Eslâmi.
 12. Mohaqeq Dâmâd, Abdolnabi. (2019). *Mardom-sâlâri Dini : az Nazargâh-e Falsafi va Hoquqi*. Editions Hoquq-e Eslâmi, 7(3), 42.
 13. Motahhari, Morteza. (1996). *Âshnâyi bâ Falsafe-ye Eslâmi*. Téhéran : Sadrâ.
 14. Panâhiyân, Alireza. (2019). *Shafâfiyat va Mashârekat-e Omumi dar Nezâm-e Mardom-sâlâr-e Dini*. Téhéran : Markaz-e Pazhuheshhâ-ye Eslâmi.
 15. Panâhiyân, Alireza. (2020). *Âyande-ye Mardom-sâlâri-ye Dini dar Jomhuri-ye Eslâmi-ye Irân*. Majalle-ye Olum-e Siâsi-ye Eslâmi, 14(2), 110.

16. Rahmâni, M. (2020). Moqâyese-ye Democrâsi-hâ-ye Gharbi va Model-e Mardom-sâlâri-ye Dini dar Irân. *Pazhuheshhâ-ye Siâsi-ye Mo'âser*, 27(3), 78-90.
17. Rouhollah Khomeiny. (1989). *Velâyat-e Faqih*. Téhéran : Ed. Fondation de la compilation et de la publication des œuvres de l'imam Khomeiny.
18. Sâ'i, Ali. (2023). Moqâyese-ye Mardom-sâlâri-ye Dini-ye Irân bâ Nezâm-hâ-ye Mardom-sâlâr-e Gharbi. *Nashriye-ye Siâsat va Din*, 18(3) : 72-89.
19. Sayf, Jalâl. (2012). *Vaz'iyat-e Eqtesâdi-ye Irân dar Pas-e Enqelâb*. Téhéran : Nashr-e Samt.
20. Shari'ati, Ali. (1979). *Mardom-sâlâri va Ruh-e Din*. Téhéran : Nashr-e Ferdows.
21. Soleymâni, Hamid-Rezâ. (2023). *Velâyat-e Faqih va Mashârekat-e Omumi dar Jomhuri-ye Eslâmi*. *Nashriye-ye Siâsat va Ejtemâ'*, 12(4) : 93-102.
22. Yazdi, Mohammad-Taqi. (2009). *Hokumat-e Eslâmi va Velâyat-e Faqih*. Qom : Mo'assesse-ye Âmuzeshi-ye Emâm Khomeiny.